



U F R C B A ACTUALITES

Numéro 01 octobre-novembre 2015

1. LANCEMENT D'UFRBCA ACTUALITÉS
2. COMMISSION EXÉCUTIVE DU 24 SEPTEMBRE 2015
3. LE DOSSIER: LA BATAILLE DES IDÉES
4. HISTOIRE SOCIALE : MICHEL PIPET

1. Lancement d'UFRBCA ACTUALITÉS

Notre 5^{ème} congrès a décidé qu'une de nos publications offrirait un espace de réflexion et d'information à nos sections syndicales. Devant les difficultés rencontrées pour mettre en place un Institut d'Histoire Sociale (IHS) construction-bois-ameublement, nous avons décidé de publier régulièrement des extraits significatifs des témoignages écrits par des militants de notre fédération. Nous pensons que les «INFOS FÉDÉRALES» seraient le support adapté.

Dès sa mise en place, la commission publication a décidé de travailler dans un premier temps sur l'ensemble de la conception de «RETRAITE CONSTRUCTION», trimestriel destiné à tous nos adhérents. Un soin tout particulier a été mis à concevoir une ligne éditoriale cohérente. Trois numéros sont déjà parus et le quatrième reste bloqué pour des raisons techniques bien que l'ensemble des articles soient disponibles. Un travail considérable a été accompli par les camarades de la commission et différents contributeurs, et de Michèle BRAMARDI, l'excellente graphiste de notre fédération. Des retards sont survenus du fait de l'imprimeur et de diverses contraintes fédérales.

En lançant le premier numéro de notre publication destinée à stimuler et alimenter la réflexion des sections de retraités, nous avons décidé de raccourcir la chaîne de production en le réalisant entièrement nous-mêmes. La commission espère ainsi produire un outil plus proche de chacun, plus réactif.

Prenez la parole pour faire de ce support votre support.

Michel Diamantis, secrétaire général de l'UFRBCA

2. Commission exécutive du 24 septembre 2015

Relevé des débats et décisions

- Présents : 20 - Excusés 6
- Présidents : matin Paul Guillou, après-midi André Hildenbrand
- Secrétaire : Christian Blicq

Point 1 Actualité sociale

Rapport d'Alain Hoffecard disponible en version intégrale sur le site.

Résumé de l'intervention

Alain commence son tour d'horizon sur l'actualité sociale par « Ils nous font la guerre ». Il justifie ce constat en détaillant la politique prédatrice menée par les puissances financières et les gouvernements qui se succèdent depuis les trente glorieuses. Il illustre l'emballlement de la machine capitaliste amassant toujours plus de richesse au détriment de la masse des salariés par deux exemples : l'arsenal antisocial de la loi Macron et la baisse du livret A.

Alain élargit son analyse à l'Europe en montrant en quoi la tragédie vécue par le peuple grec prélude la généralisation de la brutalité des méthodes de l'Eurogroupe foulant aux pieds les votes démocratiques des peuples. Il ouvre le débat par une série de questions :

- Quelle appréciation portons-nous sur l'UE au stade actuel de la crise ?
- Le rôle de la monnaie unique ?
- La pertinence d'une sortie progressive de la zone euro ?
- La nature de l'Union Européenne ?
- e « renflouement » de la Grèce

par de l'argent prêté par la BCE et le FMI règle-t-il quoi que ce soit sur le long terme ?

- Approfondir l'endettement de l'état, sa dépendance à l'égard des bailleurs de fonds pour rester dans l'UE. Le jeu en vaut-il la chandelle ?
- La France a pesé de tout son poids pour soumettre la Grèce aux exigences de l'UE. Votre appréciation ?

Alain conclue en demandant d'accès notre réflexion dans la perspective : « de quelle CGT avons-nous besoin pour les années qui viennent ? », thème du prochain congrès confédéral .

Le débat (13 interventions)

Il confirme l'adhésion au rapport, il met particulièrement en avant notre difficulté à aborder ces questions avec l'ensemble du monde du travail, mais pour ce qui nous concerne, avec les retraités, et parfois nos adhérents, qui n'ont pas toujours l'historique sur les acquis sociaux du CNR. Ils restent sensibles aux sirènes médiatiques des médias et à la pensée unique, qui voudraient que seule la remise en cause des acquis et des droits soit la réponse à leur crise.

Alors que ces remises en cause répondent aux directives européennes qui dictées par les marchés financiers.

Sortir du constat, agir

Cette situation nous oblige à aller vers nos adhérents et engager le débat, à partir de leur approche, pour faire évoluer la réflexion vers une prise de conscience de classe et déboucher sur de actions revendicatives répondant à nos repères. Pour une Europe axé sur l'humain.

« Face au coup de la complémentaire santé, beaucoup de retraités ne peuvent plus se payer une complémentaire », un camarade propose de revendiquer dès la re-

traite, la prise en charge total de la santé par la sécurité sociale.

Carte pétition et journée d'action du 1er octobre

Rappel de l'objectif : 30 000 signatures, réalisé 31 000.

Pour notre UFR il apparait que nous ne sommes pas en situation de connaître l'état des signatures de nos sections. Concernant le dépôt de ces pétitions, la CGT n'a pas réussi à convaincre les autres organisations de l'intérêt d'une manif nationale. Nous devons donc prévoir la participation de nos sections en préfecture ou sous préfecture.

Situation en Grèce et crise des migrants :

La commission exécutive de l'UFR-CBA CGT réuni ce jour considère que le déferlement de xénophobie envers les personnes fuyant la guerre et la misère constitue une insulte à l'ensemble des valeurs qui fondent le mouvement ouvrier et font la fierté de la République Française. Ce n'est pas les 0.15% de la protection sociale que coûte de l'accueil des migrants qui remet en cause notre système ou pèse sur le chômage mais la politique d'austérité conduite par un gouvernement aux ordres des multinationales. Il n'y a pas de crise des migrants, il n'y a que la volonté de la classe dominante d'attiser les peurs les plus abjectes et de casser toute solidarité entre exploités.

C'est cette même volonté d'anesthésier toute velléité de révolte populaire qui anime la troïka qui étrangle le peuple grec à coups d'austérité et se moque des résultats électoraux. L'ensemble de la commission exécutive réaffirme avec force sa solidarité avec le peuple grec dans sa lutte contre le totalitarisme de la finance.

Point 2 Organisation, renforcement

Rapport de Pascal Lebleu disponible en version intégrale sur le site.

Résumé de l'intervention

Pascal fait le point sur les initiatives de la commission renforcement : livret d'accueil qui doit être imprimé, cahier « orga » qui doit être mis en ligne... Il insiste sur la nécessité de se partager le travail de mise à jour des listings d'adhérents afin que nos publications arrivent à chacun et que nous ayons une vision plus juste de nos forces.

Il propose que des référents suivent les sections.

Il rappelle à la commission formation l'urgence de mettre en place des formations syndicales pour les futurs retraités comme décidé lors de congrès.

Il lance le débat sur une citation. « La question essentielle qui nous est posée reste celle de l'efficacité du syndicalisme,...sinon, les salariés vont nous demander à quoi on sert. » *Philippe Martinez*

Le débat (8 interventions)

Décisions sur les propositions de ce rapport :

Référents :

a) Répartition territoriale : sans obligation de tenir compte des régions politiques. Par contre il faut tenir compte des réalités du terrain, et de la faisabilité pour les camarades.

b) Les moyens : à voir avec son USC pour qu'elle budgétise un fond CAADAF à cet effet. Si ce n'est pas possible, se rapprocher du secrétaire général de l'UFR pour prise en charge.

c) Son rôle : coordonner des initiatives entre sections, aider au développement, plan travail,

objectif de syndicalisation, communiquer les informations et décisions UFR.

d) Désignation : sur la base du volontariat, les noms devront être donnés à la prochaine CE (Le 3/12/15)

Gestion des listings :

Chaque section devra fournir à Michel Diamantis sont listing d'adhérents. Michel se charge d'inscrire les données, et de s'assurer qu'ils reçoivent bien nos publications. Après il appartiendra à chaque section de suivre l'évolution de ses adhérents.

Livret d'accueil :

La maquette étant prête intervention auprès du secteur communication pour son tirage.

Cahier orga : Cette décision du comité général d'Arras reste à mettre en œuvre. Ce sera fait en octobre sous forme électronique par mail et sur le site. Ultérieurement et tenant compte des remarques apparues à l'usage, une version papier sera réalisée par notre fédération.

Formation :

Formation des futurs retraités: déjà expérimentée, il faut remonter les éléments au collectif. D'autres projets de formation seront proposés : renforcement, aide à monter un dossier, etc....

Renforcement de la commission. Un appel est lancé contacter Christian Blicq.

Point 3 : Campagne SMPP

Remise du projet du triptyque en 6 parties :

1. Rappel des droits
2. Médecine préventive
3. Les outils
4. Reconnaissance
5. Rôle CGT
6. Conclusion et liens utiles

Après les explications de la commission sociale, le document est

adopté à l'unanimité. Michel D retransmettra au secteur « santé travail » de la FD.

Nota : D'autres fédérations étant intéressées par cette démarche revendicative, une réunion inter fédérations est prévue le 26 novembre sous réserve de confirmation par l'UFR.

Point 4 : Bataille des idées

Le rapport de Pierre Le Page disponible en version intégrale dans ce numéro à la page 5. Elle prépare notre comité général 2015.

Pierre part de l'importance et conséquence de la lutte idéologique dans le combat syndical.

Pour comprendre le présent il revient sur le passé et sur les deux théories économiques en opposition : capitalisme et marxisme.

Il invite à se poser une question ouvrant le débat :

« Dans le cadre de l'indépendance voulue par la chartre d'Amiens, doit-on refuser toutes convergences d'analyses et de luttes avec des forces politiques qui s'engagent à traduire nos revendications en actes législatifs ? »

Le débat (22 interventions)

Pour la CE ce rapport est bien venu. Il a été approuvé par l'ensemble des prises de parole. Il ressort l'importance de rappeler nos fondamentaux, particulièrement l'antagonisme entre le monde du travail et le capital. Le débat a aussi souligné que sur la bataille idéologique, l'adversaire de classe a marqué des points. Il est donc de notre responsabilité, tant dans nos formations que dans nos réunions, de revenir sur ces fondamentaux.

5 point divers :

Campagne carton rouge FIFA

Philippe Chrismann rend compte du succès de cette campagne, dans nos organisations et au-delà voir dans le monde artistique. Pour prolonger cette action, si une de nos organisations le souhaite, un stand est disponible.

Congrès confédéral 2015.

Notre UFR ayant droit à 2 mandats, il est proposé la répartition suivante ; 1 pour le 44, 1 pour

Rhône-Alpes.

Proposition mise au vote : Pour 19
Abstention 1

Représentation extérieur :

AG de l'industrie routière le 27 octobre 2015 à Kerjouanno. Il est proposé qu'un camarade du 44 nous représente.

Calendrier de parution de nos communications :

- Prochain RCBA 15 novembre
- Info UFR Octobre Compte rendu

synthétique de notre CE

- Pour 2016 RCBA : 15/01 - 15/04 (en lien avec la journée mondiale des victimes AT MP soit sur notre campagne SMMP) - 01/09, 15/11.

Afin d'aider aux déplacements des membres de la CE, il est rappelé que la FD rembourse l'abonnement des cartes SNCF seniors

Prochaine CE le 3 décembre 2015

Fin de la CE 16h

3. La bataille des idées

Pierre Le Page

Importance et conséquence de la lutte idéologique dans le combat syndical

Constat :

La situation économique et sociale actuelle en France, en Europe et dans le monde est marquée par la domination du capitalisme financier dans les domaines économique, politique et idéologique.

Conséquences :

Pillage des fruits du travail par une minorité de plus en plus restreinte qui confine des centaines de milliards de dollars ou d'euros dans des paradis fiscaux en se servant de dispositifs financiers mis à sa disposition par les Etats, les institutions financières et commerciales mondiales.

En France comme ailleurs, depuis la crise dite des " Subprimes ", les banques embarquées dans cette aventure à haut risque, pour éviter la faillite, ont été renflouées par la puissance financière publique, c'est-à-dire nos impôts. De ce fait la dette dite publique s'est alourdie, les banques peuvent, à nouveau continuer leur petit jeu de massacre de l'économie réelle au service de la finance avec la bénédiction des gouvernements de droite ou de la fausse gauche.

Quant au bon peuple auquel nous appartenons il ne lui reste plus qu'à payer l'addition, c'est-à-dire : austérité, chômage, régression sociale par la stagnation salariale (voir baisse), baisse des pensions de

retraite instituée sur le long terme. A cela s'ajoute l'allègement des cotisations patronales et le tout met en difficulté la Sécu dans l'accomplissement de ses diverses missions, etc.

Conséquence de ces politiques coordonnées aux niveaux européen et mondial : développement de la précarité et de la misère alors que jamais autant de richesses ont été accumulées par le travail pour satisfaire les besoins de tous, que ce soit dans les domaines alimentaire, sociaux, sanitaire et culturel.

Un comble : le travail, qu'il soit manuel, technique ou intellectuel, seul créateur de richesse, est considéré selon les idéologues du MEDEF comme étant un coût qu'il faudrait toujours abaisser. Idée que ne manque de mettre en pratique les gouvernements qui se succèdent quelle que soit leur couleur politique.

Comment en 2015 est-on arrivé à une telle situation ?

Pourquoi depuis plus de 25 ans subissons-nous une érosion des acquis sociaux gagnés par les luttes ouvrières qui ont émergé dans la deuxième partie du 19ème siècle jusqu'à la fin du suivant ?

Les dispositifs contenus dans la loi du banquier Macron, la loi Rebsamen et, actuellement le rapport de Combexelle dont le but est de dynamiser le Code du travail en, notamment, inversant la hiérarchie des normes, sont là pour confirmer ce constat de régression sociale. Dans les faits, c'est un retour en arrière sur le plan social qui est rendu possible faute de combattivité à hauteur des en-

jeux et d'une dispersion des forces syndicales.

Pour apporter une première explication, commençons par une affirmation : c'est la conséquence de la lutte des classes, où sur le plan idéologique, celle des possédants ou exploités a réussi à faire valoir majoritairement ses idées à la masse de ceux qu'elle exploite tant sur le plan matériel que sur celui des idées.

Certes, le monde d'aujourd'hui n'est plus celui du 19^{ème} siècle avec des enfants de 8 ans travaillant dans les mines ou ailleurs. Si, officiellement, cette image a heureusement disparu dans les pays occidentaux, de telles situations sont encore d'actualité dans certains pays du globe. Il serait bon, parfois, de s'interroger sur l'âge de la petite main qui a confectionné les vêtements que nous portons.

Pour changer ce monde il ne faut pas compter sur la philanthropie et la générosité de la bourgeoisie mais sur notre capacité à développer les idées qui pourront mobiliser les salariés à tous les niveaux de l'activité économique.

Revenons sur le développement des forces productives et l'histoire du mouvement ouvrier.

Les travailleurs, depuis le début de l'ère industrielle, par l'éclairage apporté par les études du philosophe et économiste Karl Marx, ajouté à leur expérience de terrain ont eu à leur disposition les outils d'analyse de leur situation pour s'organiser et lutter afin d'améliorer leur condition de vie.

Les itinéraires d'organisation et de lutte qu'ont suivis les travailleurs des trois grands pays industriels du 19^{ème} siècle qu'étaient l'Allemagne, la France et l'Angleterre, ont été différemment influencés par les courants politiques réformistes ou révolutionnaires qui ont marqué l'époque.

L'histoire sociale nous indique que le mouvement ouvrier de cette époque s'est nourri intellectuellement des apports de la philosophie allemande (Hegel puis Marx), de la découverte de l'économie anglaise et ses règles capitalistes, et du socialisme français (Proudhon, Blanqui, Guesde et Jaurès notamment). La révolution de 1848 et la Commune de Paris en 71 sont là pour apporter du crédit à l'affirmation de Marx selon laquelle une idée qui s'empare des masses devient une force matérielle.

La révolte des Canuts, à Lyon en 1831, contre la mécanisation qui supprimait leur travail en augmentant le profit des patrons, a certainement apporté au philosophe des éléments importants pour ses travaux.

Cela dit, les grandes luttes indiquées plus haut ne sont pas la conséquence des idées diffusées par

Marx mais pour lui un champ d'expérience pour ses analyses et ses importants travaux qui ont suivi et qui ont été indispensables aux militants des partis révolutionnaires, ainsi qu'aux militants des syndicats qui ont fondé leur action sur le constat que la lutte des classes est une réalité.

Pour comprendre le présent revenons sur le passé.

L'histoire du monde depuis l'antiquité est marquée par la domination par la force d'une minorité sur l'ensemble d'un peuple. L'esclavage et le servage ont été jusqu'à nos jours la forme la plus brutale de l'exploitation de l'homme par l'homme. Si esclavage et servage ne sont plus d'actualité, c'est toujours par l'exploitation des salariés que le capitalisme assure sa domination économique sur le monde du travail et tend à accaparer toujours plus la richesse produite. Ainsi l'actuelle revendication patronale sur l'abaissement continu du coût du travail qui conduit à une surexploitation de la force de travail est la démonstration de cette affirmation.

Les deux théories économiques en opposition.

Le développement numérique de la classe ouvrière est concomitant au développement de l'industrie lourde (surtout la sidérurgie) suite à la découverte et l'utilisation de la force motrice par la maîtrise de la vapeur.

Ensuite est venue la production des biens d'équipement et de consommation avec la création des manufactures aux 18 et 19^{ème} siècles, produisant et développant les biens de consommation.

Cette révolution industrielle a aussi fait émerger les deux grandes théories économiques s'opposant radicalement par le contenu des rapports sociaux antagonistes portés en elles.

La théorie du capitalisme libéral des britanniques Adam Smith et David Ricardo qui, en résumé, repose sur le fait que la recherche chez l'homme de son intérêt personnel conduit à la satisfaction de l'intérêt de tous.

Dans cette analyse le concept d'antagonisme de classe est absent. Ainsi selon les deux théoriciens du capitalisme, il suffirait, par le travail, de créer des richesses et de les accumuler au sommet d'une pyramide. Leur distribution se ferait automatiquement par déclinaison du haut vers le bas par "ruissellement", ainsi chacun y retrouverait son compte. Dans la réalité, on a pu vérifier qu'en haut de la pyramide les digues qui retiennent le ruissellement sont de plus en plus étanches.

Au constat du développement actuel capitalisme qui, délaissant le stade industriel et rassemblant l'essentiel de son activité dans la sphère financière, c'est plus vers le haut que s'envole la richesse. Le

ruissellement vers les strates qui composent la hiérarchie sociale étant de plus en plus asséché par l'accaparement du fruit du travail vers l'actionnariat bancaire et les paradis fiscaux.

C'est cette théorie qui, par un développement linéaire, nous a conduit à l'emprise dictatoriale de la finance sur le monde. Au vu des résultats qu'a donné le capitalisme, aujourd'hui concentré dans la sphère financière, mais pillant toujours l'économie réelle représentée par l'activité industrielle, il est légitime de le remettre en cause et de le changer. Ses applications économiques, basées sur le productivisme et la croissance pour le profit, dévastent la planète et enfonce des pays, voir des continents, dans la misère et sans répondre aux besoins matériels des peuples.

A son opposé la théorie marxiste propose l'avènement d'une société sans classe et une organisation de l'économie sur des bases de partage des fruits du travail par une socialisation des moyens de production en organisant sa distribution selon le principe résumé par : " de chacun selon ses moyens et à chacun selon ses besoins ".

Elle propose de mettre fin au capitalisme qui fonde son activité économique par l'exploitation de l'homme par l'homme

Il va de soi que la mise en place d'un tel principe économique ne permettrait pas qu'une infime minorité de privilégiés puisse accumuler autant de richesse que 90% de la population mondiale comme c'est le cas actuellement.

Sur le plan syndical, l'apport des analyses de Marx, notamment son explication sur le mécanisme de l'exploitation capitaliste, est indispensable et doit être connue par chaque adhérent de la CGT. Elle explique comment la richesse produite par le travail des salariés est pour une grande partie accaparée par le patron ou les actionnaires de l'entreprise pour s'en aller dans la sphère financière.

La réalité de la division de la société en classe et la lutte qu'elle engendre, est complètement occultée du fait d'un pilonnage idéologique par les médias qui répandent l'affirmation selon laquelle le capitalisme est la loi naturelle de la gestion de l'économie du monde et qu'il n'y a plus qu'à se soumettre à son organisation.

A son stade actuel de développement le capitalisme financier évolue de plus en plus vers une organisation dictatoriale de la société mondiale, remettant en cause les fondements de la démocratie.

Pour faire ce sale boulot il peut compter sur l'organisation politique actuelle de l'Europe. L'exemple du refus de celle-ci d'appliquer le résultat du ré-

férendum français de 2005 et le coup d'état actuel contre la Grèce sont là pour étayer l'affirmation selon laquelle elle ne peut plus s'accommoder des règles démocratiques les plus élémentaires.

Quant à la division de la société en deux classes antagonistes, le milliardaire Soros a mis les choses au point en affirmant que la lutte des classes est une réalité et que c'est la sienne qui a gagné !

Les adversaires du concept marxiste ont bien compris ce que représentait comme danger pour leurs intérêts l'avènement d'une telle société. Leur argument essentiel repose sur l'affirmation mensongère selon laquelle tout serait collectivisé et que la propriété individuelle serait supprimée. Or ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Marx et tous ceux qui ont poursuivi son travail précisent qu'il convient de socialiser les grands moyens de production et, par là, rendre au peuple le fruit de son travail sous forme de logement de protection sociale, de transport, d'activités culturelles, de temps de loisir. En résumé, tout ce à quoi le capitalisme rend difficile l'accès aujourd'hui en " marchandisant " tous ces services et activités.

L'échec de l'expérience soviétique n'est pas une condamnation de la théorie économique marxiste.

L'affirmation des théoriciens du marxisme selon laquelle une révolution prolétarienne ne pouvait intervenir que dans un pays où la classe ouvrière aurait été, au préalable, idéologiquement formée, a été infirmé par la prise du pouvoir en 1917 en Russie par les bolcheviques. En effet, comment un peuple peu instruit, vivant dans un pays économiquement à l'état féodal a-t-il pu renverser le régime dictatorial tsariste?

Cette belle expérience a pris fin en 1991. L'intention n'est pas, aujourd'hui, d'en faire le procès mais d'en tirer des enseignements, afin qu'à l'avenir les erreurs qui, entre autres, ont conduit à son échec, ne se reproduisent pas.

Sans tomber dans l'indulgence, on retiendra que le bilan est moins négatif que ce que les tenants de l'ordre capitaliste affirment.

En trois décennies, un pays rural est devenu une des premières puissances mondiales en s'engageant sur la voie d'une économie socialiste au sens où Marx le préconisait.

Sans occulter l'absence de vie démocratique, on retiendra que les besoins sociaux et de santé du peuple étaient, pour, partie, satisfaits. Sur le plan industriel et économique, souvenons-nous que c'est de l'URSS qu'a démarré la conquête de l'espace avec le premier satellite lancé et ensuite Gagarine, premier homme autour de la terre.

Pendant la dernière guerre mondiale, n'oublions pas le rôle primordial joué par l'URSS pour nous libérer du nazisme. Les batailles de Stalingrad et Koursk ont inversé le sens de la guerre. Cela étant dit, retenons que l'échec de l'URSS est certainement à rechercher ailleurs que dans son inspiration économique marxiste et sa politique sociale.

En France, droite et fausse gauche à l'unisson contre le monde du travail.

Le rapport Attali-Macron demandé par Sarkozy, alors président, et présenté récemment à Hollande et Valls a été le document de référence du banquier-ministre pour la loi portant son nom, et une source d'inspiration pour les coups tordus à venir contre le monde du travail. Ainsi le sieur Attali propose de limiter les strates qui composent la hiérarchie sociale en deux grandes catégories de salariés : le haut du panier avec les premiums et le reste, la grande masse, constituée des low costs qui seraient dotés d'un statut permanent de salariés intermittents. Les tentatives «d'ubérisation» du statut des chauffeurs de taxis a dû lui donner de l'inspiration. On comprend qu'il est urgent de dynamiter le code du travail pour précariser encore plus les contrats de travail. En avant toute vers une société pré-1789.

Le champ de l'exploitation capitaliste.

Considérer que nous échappons à l'exploitation capitaliste après avoir quitté le chantier, l'usine ou le bureau serait une grossière erreur.

Non content de nous surexploiter pendant notre activité, le capitaliste, par la voie de gouvernement à sa dévotion, continue de le faire dans notre vie de tous les jours. C'est le cas quand nous utilisons les anciens services publics privatisés que sont, entre autres, EDF, GDF, France-télécom, La Poste. C'est aussi le cas par l'utilisation des autoroutes, des services de Santé. Les Partenariats Publics Privés ainsi que les Délégations de Service Publics permettent notamment aux majors du BTP de s'assurer des marchés lucratifs payés par nos impôts.

A cette panoplie il faut maintenant ajouter l'augmentation des impôts départementaux et locaux du fait du désengagement de l'Etat plus préoccupé à faire des cadeaux aux banques et aux patrons que de s'occuper du social.

La pieuvre capitaliste étant ses tentacules sur l'ensemble des activités économiques sociales ou culturelles, lesquelles n'auraient de raison d'exister que si elles payaient leur dîme pour alimenter ses profits.

Le syndicalisme et la politique.

Je suis conscient que pour certains d'entre vous, ce rapport dépasse le cadre du champ syndical.

On peut se poser la question suivante : existe-il une barrière qui confine le syndicalisme dans le carcan de la revendication sans connaître et attaquer les causes? Ou bien le syndicalisme doit-il fonder son action dans la collaboration de classe comme souvent on nous y invite ? C'est un piège dans laquelle la bourgeoisie, par ses médias et ceux qui collaborent avec elle ne cesse de nous enfermer.

Ainsi CGT=PC est une antienne, véhiculée par les médias, qui a pour but d'empêcher le regroupement des salariés ou retraités qui ont des intérêts économiques et sociaux communs mais qui se divisent quant à la politique qu'il convient de mettre en œuvre pour les satisfaire.

Par contre, que le MEDEF écrive la ligne anti sociale de l'action des gouvernements successifs ne serait pas, de sa part, une immersion dans le domaine politique.

Quand Berger de la CFDT engage son syndicat pour soutenir les mauvais coups du gouvernement actuel contre le code du travail, donc contre ce qui protège les travailleurs, ne fait-il pas du soutien à une politique qui va à l'opposé des intérêts des salariés ?

Arrêtons de nous faire endormir par ce chant des sirènes du capital et soutenons, sans tomber dans l'angélisme, en plus de notre action spécifique de défense des intérêts des retraités, soutenons toutes actions des forces politiques qui veulent résolument changer ce monde et s'engagent à soutenir et satisfaire nos revendications.

Par la Charte d'Amiens, en 1906, la CGT a proclamé son indépendance à l'égard des partis politiques. Attention à l'interprétation que l'on peut faire de cet acte. Indépendance veut dire, il me semble dans le cas présent : capacité propre du Syndicat à faire ses analyses sur des situations sociales données et mener les actions appropriées. Dans le cadre de cette indépendance, doit-on refuser toutes convergences d'analyses et de luttes avec des forces politiques qui s'engagent à traduire nos revendications en actes législatifs ?

Pierre Le Page

4. Histoire sociale Construction - Bois - Ameublement

Ils ont fait et écrit notre histoire, nous leur donnons la parole. Aujourd'hui Michel Pipet militant de la région Parisienne :

« En 1954 avec mon camarade Fernand Rissent nous nous faisons embaucher comme petit compagnons plâtrier sur le chantier

« Libération » dans le 16^e arrondissement de Paris. Cet immense chantier durera 10 ans. Durant cette période, ma vie militante devint intense. Très vite je fus élu délégué du personnel et du comité d'entreprise avant de devenir le responsable du syndicat.

A l'intérieur du chantier nous avons constitué la cellule d'entreprise du parti communiste. Cela me conduira à devenir le premier secrétaire de la section du « point du jour » du 16^e arrondissement du Pcf.

Des actions importantes nous ont permis d'obtenir entre autre, l'amélioration des salaires et des lo-caux ou nous mangions et/ou nous nous changions, ainsi que l'amélioration des conditions de travail.

Dans cette même période nous combattions la guerre d'Algérie, avec tracts, participations aux manifestations, grèves pour la paix à de nombreuses reprises avec des camarades Algériens nombreux sur ce chantier. Parmi eux Benali délégué et membre de la commission exécutive de la fédération qui fut par la suite arrêté, emprisonné et déporté en Algérie.

Cette période s'étant achevée, il ne me resta qu'à rechercher une nouvelle entreprise. Toujours plâtrier je fus élu en 1959 au bureau du syndicat des plâtriers et en janvier 1960 secrétaire général en remplacement de Lucien Labrousse.

Notre journal « Le Plâtrier » fut expédié à tous les syndiqués au nombre de 252. Entre 1952 et 1965 il parut 113 fois, ses pages retracent les moments forts de l'activité. Notre syndicat regroupait 22 sections locales ce qui nous permit quelques avancées au niveau des conditions de travail et de rémunérations.

En 1961 je devins permanent de l'usbtp. Affecté à la défense juridique je constituais les dossiers des

plaignants et je les défendais devant le conseil de prud'hommes de la Seine. Cette période fut enrichissante, l'essentiel des demandes ont trouvées des solutions positives mais c'était aussi une période harassante car je recevais les salariés en soirée après leur travail et j'entraais souvent à la maison après 22 heures.

Je fus ensuite chargé de coordonner les grèves dans les chantiers et les entreprises, nous avons aussi en charge les négociations des conventions collectives régionales, des minimas de salaires, des primes et des indemnités de repas et déplacements.

En Mars 1982 je fus élu secrétaire général de l'union confédérale des retraités. A cette époque l'union comptait plus de 300000 syndiqués. Nous avons préparé ce premier congrès des retraités en sortant le 1^{er} numéro de « Vie Nouvelle » diffusé à 1 million d'exemplaires et une action nationale des retraités rassemblant plus de 100000 retraités. « Vie Nouvelle » est devenu depuis cette date la revue trimestrielle de l'Ucr-cgt.

Lors du 3^e congrès au Havre en Octobre 1988 étant en préretraite, je m'investissais à l'usage de la Seine saint Denis et à mon syndicat des retraités de la construction de Paris.

La commission « vie sociale » du comité départemental des retraités et des personnes âgées (codarpa) ou je fus désigné se fixa comme objectif de travailler en direction de l'habitat, des transports et de la perte d'autonomie.

Je rédigeais trois rapports sur chacun de ces dossiers. Ils furent transmis au président du conseil général. Largement diffusés ils permirent une activité de proximité de nos sections interpro dans les localités. Depuis les EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées) se sont développées dans nombre de communes.

Aujourd'hui je demeure membre du bureau de mon syndicat des retraités Parisiens de la construction. Depuis des années j'ai la responsabilité de notre bulletin que nous adressons à raison de 4 numéros minimum par an à tous nos syndiqués.. »

Extraits de : «*enfin je me décide*» publié par Michel Pipet le 20 mars 2014.

Retraités CBA, retrouvez toute l'actualité sur votre blog <http://ufrcba-cgt.com>